



ÉCOLE INTERNATIONALE DES FORCES DE SECURITE CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N°19, Septembre 2023

LA RESURGENCE DE LA BIPOLARISATION DU MONDE À TRAVERS LES BRICS

Le sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) qui s'est tenu, du 22 au 24 août 2023 à Johannesburg en Afrique du Sud, est sans doute l'un des événements internationaux les plus importants de cette année. Il intervient non seulement dans un contexte de la poursuite de la guerre en Ukraine et de la stigmatisation de Vladimir Poutine à travers le mandat international lancé à son encontre, mais aussi dans un contexte de défiance de plus en plus forte de la présence française en Afrique. Jadis expression désignant une réalité financière et économique sous la plume de Jim O'Neill, le groupe des BRICS constitue aujourd'hui un phénomène politico-diplomatique. Ce groupe participe de ce que Bertrand Badie appelle « *la diplomatie des clubs* » et structure actuellement les relations internationales. L'institutionnalisation et l'élargissement des pays membres des BRICS semblent s'expliquer par un ensemble de facteurs à la fois structurels et conjoncturels. Les facteurs structurels concernent

la conduite générale des relations internationales depuis la fin de la guerre froide et la place marginale que ceux-ci occupaient au sein de celles-ci. Pour ce qui a trait aux facteurs structurels, il convient de mentionner tant l'essor de la Chine que le conflit ukrainien à travers lequel les BRICS de manière générale et la Russie en particulier a pris largement conscience de son isolement diplomatique. Cette note d'éclairage a pour ambition de montrer qu'à travers l'élargissement et la structuration du groupe des BRICS, on assiste à la résurgence de la bipolarisation du monde.

I- Le bloc occidental, partisan d'un multilatéralisme classique

La fin de la Seconde Guerre mondiale a été une période charnière dans l'histoire des relations internationales. Elle a mis à la fois un terme à la domination européenne du monde et a vu l'essor ou la montée en puissance d'un nouvel acteur qui allait, par ses atouts en matière de puissance, prendre pour une période assez longue, la

direction du monde. Pour y parvenir, les Américains, aidés par leurs alliés européens, vont mettre sur pied dans tous les domaines des dispositifs pour mieux contrôler le monde. Ce sont ces dispositifs qu'on appelle le multilatéralisme classique qui a été mieux analysé par les auteurs comme John Mearsheimer. En réalité, de manière officielle, il s'agit d'un multilatéralisme qui promeut l'intérêt de l'humanité. Mais, officieusement, ce sont des dispositifs mis en place par les plus grandes puissances au premier rang desquelles les États-Unis, pour contrôler le monde et mieux satisfaire leurs intérêts nationaux. Ce multilatéralisme est, dans cette perspective, un dispositif géopolitique de contrôle et de domination. Dans ce contexte, les organisations internationales comme l'OTAN¹ sur le plan militaire, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC et l'OCDE sur le plan économique sont au service quasi-exclusif des pays du bloc occidental sur la scène internationale. Chacune de ces institutions internationales a reçu un mandat clair qui est au service des intérêts occidentaux.

Outre ces dispositifs géopolitiques, la conception des relations internationales de ce groupe de pays est quasi-identique. Sur le plan militaire, ils sont tous, à quelques exceptions près, partisans d'un militarisme à outrance sous fond de la promotion d'un hégémonisme. Pour les Occidentaux, la solution aux problèmes du

monde se trouve dans l'utilisation de l'outil militaire. C'est la raison pour laquelle on assiste, depuis au moins la fin de la Seconde Guerre mondiale, à une série de débâches notamment au Vietnam, en Irak, en Afghanistan et en Libye. De même, sur le plan politique, ils sont persuadés que la démocratie est le système le plus approprié pour l'ensemble des pays et des États du monde en dépit de leurs diverses singularités. D'où le paradigme de la paix démocratique dont l'ambition est de répandre la démocratie dans le monde entier. Là encore, les résultats dans ce domaine sont minces. En lieu et place de la mise sur pied de véritables démocraties, on assiste à la naissance de « démocraties janusiennes » dont l'ambition ou le projet de société principal est la perpétuation ou l'éternisation au pouvoir (Owona Nguini) notamment sur le continent africain.

Sur le plan économique, à travers la théorie de la modernisation, les pays occidentaux sont persuadés que la voie à suivre pour l'ensemble de l'humanité y compris pour les pays en développement, autre notion assez obscure et ambiguë, est le développement sous le modèle de l'économie libérale. Dans ce sens, les pays de l'Occident poussent le reste de l'humanité non seulement à ouvrir leurs différents marchés, mais aussi, ils restreignent leurs stratégies industrielles à travers de nombreuses astuces, l'objectif étant que les pays du Sud ne puissent pas les concurrencer et puissent demeurer les éternels consommateurs des biens et des produits de l'Europe ou des États-Unis. Sur le plan social, l'Occident offre une pale image notamment à travers la promotion des contre-valeurs en

¹ Organisation du traité de l'Atlantique Nord, alliance militaire créée le 4 avril 1949 dans l'optique de défendre le bloc occidental des menaces militaires provenant du camp soviétique. En dépit de la dislocation du pacte de Varsovie en 1991, l'OTAN a survécu et s'est revêtue de nouveaux atours ou de nouvelles missions.

vigueur dans les pays du Sud. L'une des ces contre-valeurs concerne la promotion de l'homosexualité. C'est pour toutes ces raisons qu'on risque, pour longtemps, s'acheminer vers une forte bipolarisation dans le monde.

II- Les BRICS et la promotion d'un multilatéralisme alternatif dans le monde

L'un des concepts qui revient le plus dans la rhétorique actuelle des BRICS reste sans doute la notion d'un multilatéralisme alternatif, un multilatéralisme différent et qui promeut les intérêts de tous les peuples de l'humanité. À côté d'un discours réaliste prôné par l'Occident, les BRICS se montrent prudents et préfèrent utiliser un discours aux relents idéalistes et mobilisateur susceptible d'attirer les autres pays faisant partie du Sud global. Cette stratégie en soi n'est pas nouvelle et date au moins de la fin des années 1970. En effet, l'appartenance de la Chine au groupe des pays non-alignés lui avait permis de retrouver sa place de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies en 1971. Depuis cette date, la Chine surfe sur cette position en vue de rehausser son influence et son rayonnement. C'est la raison pour laquelle elle se présente à la fois comme un pays émergent et un pays en développement. En outre, avec le conflit ukrainien, la Russie a compris qu'elle pourrait être mise au ban du système international en raison du manque d'alliés pouvant lui permettre de rivaliser avec les pays occidentaux. Pour remédier à cette situation, elle a organisé le deuxième sommet Russie Afrique les 27 et 28 juillet 2023. L'objectif majeur de cette grande

rencontre consistait, pour le Kremlin de sortir de l'enfermement diplomatique imposé par l'Occident.

Ainsi, de façon évidente, de nombreux analystes s'attendaient à ce qu'à l'issue du sommet de Johannesburg, de nombreux nouveaux membres adhèrent à ce groupe. À cet effet, à l'exception de l'Iran, qui entretient de mauvaises relations diplomatiques avec Washington depuis la dénonciation du traité de 2015 sur le nucléaire de ce pays, les autres États qui ont récemment adhéré à l'organisation (Argentine, Égypte, Éthiopie, Arabie Saoudite, Émirats arabes Unis) sont plus ou moins des alliés de Washington et, par conséquent, de l'Occident. En conséquence, l'élargissement des BRICS participe, si ces indices se perpétuaient, d'une érosion du pouvoir et de l'influence de l'Occident dans le monde. De même, lorsqu'on analyse l'identité des pays ayant annoncé leur volonté de faire partie de ce club², on se rend à la fois compte qu'ils font tous partie du Sud global des 3A (Amérique latine, Afrique, Asie), du pouvoir attractif des BRICS. Il s'agit ainsi non seulement d'une reconstruction de Bandoeng (Samir Amin), mais aussi de ce que Ropivia appelle « *la coopération tropicale gondwanienne* » élargie à certains pays européens.

Le credo principal de ce groupe, comme on l'a dit, est de structurer un multilatéralisme alternatif sur la scène internationale. C'est la

² Il s'agit des pays comme l'Algérie, Bahrein, l'Indonésie, l'Afghanistan, le Bangladesh, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Mexique, Nicaragua, le Nigeria, le Pakistan, le Sénégal, le Soudan, la Syrie, la Thaïlande, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay, le Venezuela et le Zimbabwe.

raison pour laquelle cette problématique est au centre de la déclaration de Johannesburg. L'idée d'un multilatéralisme alternatif ainsi que les divergences structurelles entre l'Occident et les BRICS seront sans doute au centre de la marche des affaires mondiales dans les décennies à venir. Outre la différence au niveau de la conception des relations internationales, le multilatéralisme alternatif que semble prôner les BRICS s'attaque principalement au multilatéralisme classique institué par Washington et ses alliés au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Dans cette perspective, dans leur déclaration publiée à l'issue du sommet de Johannesburg, les pays du BRICS se positionnent contre l'usage des mesures militaires unilatérales, pour une plus grande représentation des pays émergents et en développement dans la gouvernance mondiale, pour la réforme de l'ONU y compris du Conseil de sécurité des Nations Unies et font un réquisitoire contre les institutions financières internationales (OMC, BM, FMI) dont ils souhaitent voir le fonctionnement être largement remis en cause.

Du point de vue de la conception des relations internationales, contrairement à l'Occident, les BRICS dans leur ensemble sont des adeptes du souverainisme. Les pays comme la Russie, la Chine, le Brésil mettent un point d'honneur sur le respect de ce principe et s'opposent, par conséquent, non seulement au militarisme mais aussi à l'hégémonie des puissances occidentales. Sur le plan politique et économique, tandis que l'Occident propose la démocratie et le capitalisme comme modèle de

gouvernance et d'allocation des richesses, les BRICS sont opposés à ces réalités. Ils prennent appui sur l'expérience chinoise qui montre qu'on peut se développer non seulement avec un système politique autoritaire, mais aussi sur une économie planifiée voire communiste. Il en est de même sur le plan social où les BRICS reprochent de plus en plus à l'Occident sa dégénérescence sur le plan du respect des valeurs morales. C'est pour toutes ces raisons que les BRICS sont convaincus qu'en mutualisant leurs atouts démographiques, économiques et politiques, ils peuvent promouvoir un multilatéralisme alternatif sur la scène internationale. Ce discours semble séduire les pays du Sud global en raison des contentieux historiques qu'ils n'ont pas encore pu régler avec l'Occident. Comme on a pu le constater, on peut parier que dans les décennies avenir les BRICS connaîtront un nouvel élargissement avec l'intégration marquée des pays du Sud global de manière générale et en particulier des pays africains. Si l'Afrique du Sud, l'Égypte et l'Éthiopie sont déjà les membres à part entière de cette organisation, il n'y a pas de doute, que le Nigeria, l'une des plus grandes économies du continent, ou encore le Maroc, intégreront ce forum politico-diplomatique.

Conclusion

En somme, le dernier sommet des BRICS qui s'est tenu du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud semble avoir dramatisé la bipolarisation du monde. Quoiqu'on dise, il y a une dynamique bipolaire qui se structure sur la scène internationale. C'est dans cette logique qu'on assiste à la quête effrénée des alliés dans le cadre

de cette lutte pour la gouvernance du monde. Les BRICS semblent avoir pris une avance sur l'Occident au regard tant de leur philosophie des relations internationales que de la dynamique de réformes dont ils sont porteurs. C'est la raison pour laquelle ils mobilisent les pays du grand Sud. En outre, le sommet des BRICS est un marqueur de la place que conservent les États dans le système international. Longtemps décrié et envoyé aux calendes grecques, on se rend compte aujourd'hui que les États conservent, même à travers des regroupements divers, une place importante sur la scène internationale. L'une des dernières questions qu'on peut se poser concerne le qualificatif de ce regroupement. Vont-ils conserver le nom originel en ajoutant à chaque fois un chiffre comme BRICS + 6 ou alors auront-ils à cœur de donner un nouveau nom à cette organisation ?

Equipe technique et scientifique

Superviseur général :

Général de Brigade **André Patrice BITOTE**, Directeur Général de l'EIFORCES, assisté du Commissaire **Divisionnaire OYONO Cécile née THOM**, Directeur Général Adjoint.

Coordination scientifique :

Commissaire Divisionnaire, Docteur **PASSO SONBANG Elie**, Chef du Centre de Recherches et de Documentation.

Coordination technique :

Commissaire de Police Principal, **TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette, épouse NOUNKOUA**, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation.

Collaboration :

Dr NDONG ATOK Sylvain, Enseignant à l'Université de Dschang
M. NJIFON Josué, Chef de Service Traduction et Interprétariat.